Unité pour la défense des libertés publiques

samedi 21 septembre 2019, par Denis COLLIN

Il ne se passe pas une journée sans que l'actualité ne nous donne l'occasion de nous indigner ou de nous effrayer tant est inquiétante l'évolution de notre pays non pas seulement sur le plan économique, ou sur celui des droits sociaux, mais tout simplement sur le plan de la plus élémentaire démocratie. La manipulation de la justice à des fins purement politiciennes comme on l'a vu avec la perquisition et le procès intenté à Jean-Luc Mélenchon et ses camarades n'est qu'un événement saillant parmi tant d'autres. Ici c'est un homme jeté en garde à vue pour 48 heures pour s'être manifesté avec un homard en papier mâché peint en rouge. Il n'a du son salut qu'au juge d'instruction qui a refusé de suivre le procureur. Ailleurs, c'est un militant condamné à 68 € pour avoir fait signer pour le référendum sur ADP. On a eu les violences et la répression aveugle contre les gilets jaunes, les restrictions à n'en plus finir du droit de manifester, la mort de Steve pendant la fête de la musique, on a un ministre et un président qui couvrent toutes les « bavures policières, et la liste est interminable, sans oublier la loi « contre la haine » qui élargit considérablement le champ du délit d'opinion. Pour compléter le tableau, la plus grande partie de la presse est aux ordres et les médias publics concurrencent sévèrement le Pravda de l'époque soviétique.

Quels que soient les questions abordées, on ne peut éviter de mettre en parallèle l'évolution de la France macronienne avec celle de la Turquie d'Erdogan. Comme la Turquie n'a jamais été un modèle de démocratie, Erdogan va plus vite et plus loin que Macron, mais la tendance est la même. Nous en sommes à un point où le président français se fait vertement remettre à sa place par Poutine. Cette évolution à plusieurs causes. D'une part, l'opération de destruction complète du « modèle social 1945 » issu du programme du CNR et dont la réforme des retraites est le prochain acte, exige que tous les voix dissentes soient impitoyablement bâillonnées. Nombreux sont maintenant ceux qui ne veulent pas s'engager (contre la privatisation d'ADP ou contre la réforme des retraites) tout simplement parce qu'ils ont peur, parce que ce gouvernement fait régner l'insécurité, pas seulement l'insécurité sociale, mais l'insécurité tout court. D'autre part, sur le plan international, ce gouvernement est engagé dans des alliances avec toutes sortes de tyrans, comme la monarchie saoudienne et qu'il n'est pas question que cela puisse être contesté.

Une question se pose. N'est-il pas temps de constituer un front pour la défense des libertés publiques. On peut être pour ou contre l'UE, pour ou contre le marché libre, pour ou contre les gilets jaunes, mais pas un syndicaliste, pas un démocrate, pas un libéral un tant soit peu sérieux, pas un avocat, pas un magistrat soucieux de sa dignité et de son devoir, ne peut fermer les yeux sur cette inquiétante dérive. « Une bande d'homme armés au service du capital », voilà à quoi Macron réduit la République. Voilà ce qu'il faut combattre. Dans l'unité la plus large.